



SOUS EMBARGO STRICT jusqu'au 6 juin 2012, 15:30 HEC

à la veille de la Conférence Rio+20

Le monde ne s'oriente pas vers une voie durable malgré les centaines d'objectifs fixés au niveau international

Un ensemble d'objectifs ambitieux en matière de développement durable peuvent être atteints à condition que les partenaires renouvellent leur engagement et que *des politiques efficaces et flexibles soient rapidement mises en place*

Rio, 6 juin 2012 – Le monde ne s'oriente toujours pas vers une voie durable malgré les quelque 500 objectifs et cibles fixés au niveau international pour soutenir une gestion durable de l'environnement et renforcer le bien-être humain, selon une nouvelle évaluation de grande envergure coordonnée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

La cinquième édition de l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-5), rendue publique à la veille de la Conférence de Rio+20, a permis d'évaluer 90 des principaux objectifs et cibles environnementaux et de montrer que quatre d'entre eux seulement avaient enregistré des progrès significatifs.

Ces objectifs portent sur la suppression de la production et de l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone, l'élimination du plomb dans les carburants, le renforcement de l'accès à un approvisionnement en eau de meilleure qualité et la promotion de la recherche en matière de lutte contre la pollution marine – la liste complète des objectifs et de leur degré d'accomplissement peut être consultée à l'adresse suivante :

www.unep.org/geo/pdfs/geo5/Progress_towards_goals.pdf

Certains progrès ont également été accomplis à l'égard de 40 objectifs qui portent notamment sur l'extension des zones protégées comme les parcs nationaux et les efforts en vue de la réduction de la déforestation.

Il n'y a eu aucun progrès, ou très peu, en ce qui concerne 24 des objectifs évalués – notamment vis-à-vis du changement climatique, de la protection des réserves halieutiques et de la lutte contre la désertification et la sécheresse.

Cette évaluation révèle une détérioration de la situation pour huit de ces objectifs, notamment celle des récifs mondiaux de coraux. Enfin, 14 autres objectifs n'ont pas pu être évalués faute de données.

Ce rapport prévient qu'à moins que l'humanité ne change immédiatement de cap, des seuils critiques seront bientôt atteints au delà desquels des changements brusques et irréversibles peuvent survenir, qui affecteraient les fonctions vitales de notre planète.

« Si cette situation perdure, si les structures actuelles de production et de consommation des ressources naturelles continuent à prévaloir et que rien n'est fait pour inverser la tendance, les gouvernements devront assumer la responsabilité d'un niveau de dégradation et de répercussions sans précédent, » a affirmé le Sous-secrétaire général de l'ONU et Directeur général du PNUE, Achim Steiner.

Mais les nouvelles ne sont pas toutes mauvaises. Le rapport montre qu'il est possible d'atteindre un ensemble ambitieux d'objectifs environnementaux d'ici à 2050, à condition de changer et de renforcer les politiques et stratégies actuelles. Il présente également un grand nombre d'exemples d'initiatives politiques réussies notamment en matière d'investissement public, de comptabilité environnementale, de commerce durable, d'ouverture de nouveaux marchés, d'innovation technologique et de renforcement des compétences.

Le rapport GEO-5 démontre l'efficacité des traités et accords internationaux qui fixent des objectifs par le biais de cibles précises et quantifiables, notamment dans les domaines de l'interdiction des substances appauvrissant la couche d'ozone et du plomb dans les carburants. C'est pourquoi le GEO-5 appelle à la fixation de cibles plus précises dont les résultats sont quantifiables pour répondre à des défis environnementaux de nature variée.

« GEO-5 permet de rappeler aux dirigeants mondiaux et aux nations réunis à la Conférence de Rio+20 pourquoi la transition définitive vers une économie verte émettant peu de CO₂ et utilisant efficacement les ressources doit absolument être amorcée en urgence, » a déclaré M. Steiner. « Les preuves scientifiques, tirées de travaux réalisés sur plusieurs dizaines d'années, sont accablantes et laissent peu de place au doute. »

« Le moment est venu de dépasser la paralysie de l'indécision, de reconnaître les faits et de regarder en face l'humanité collective qui unit tous les peuples, » a-t-il ajouté. « La Conférence de Rio+20 est l'occasion de dépasser les velléités et les efforts tronqués en matière de développement durable pour s'engager véritablement sur la voie du progrès et de la prospérité pour les générations actuelles et futures. »

Ce rapport recommande également de mettre davantage l'accent sur les politiques ciblant les facteurs responsables du changement climatique – comme la croissance de la population mondiale, les modes non durables de consommation, la consommation et les transports basés sur les énergies fossiles et la mondialisation.

En effet, la mondialisation a pour conséquence d'accentuer l'impact de certains facteurs, qui exercent une pression intense et sans cesse croissante sur certaines régions du monde, comme par exemple la demande accrue en biocarburant, qui a pour conséquence la reconversion et le défrichage de nouvelles terres.

Même si la lutte contre les facteurs du changement climatique peut sembler politiquement difficile, le rapport montre qu'il est possible de tirer des avantages indirects importants de l'adoption d'objectifs plus opportuns, par exemple des objectifs internationaux en matière de bien-être humain.

Manque de données et mesure des progrès

Le suivi de l'état de l'environnement mondial dépend en grande partie des données collectées et des statistiques fournies par les gouvernements nationaux.

Le manque de données sur certaines questions centrales (les produits chimiques, les déchets et la pollution de l'eau douce étant les plus manifestes) rend très difficile l'évaluation des progrès accomplis dans ces domaines.

Dans le domaine des produits chimiques et des déchets par exemple, la progression croissante du nombre de produits chimiques commercialisés et le manque d'information sur les sites pollués posent des problèmes à de nombreux gouvernements et entravent les mesures visant à y répondre.

De plus, le manque de données disponibles rend également impossible l'évaluation des tendances mondiales actuelles en matière de pollution de l'eau douce.

GEO-5 propose d'articuler les données environnementales aux statistiques nationales afin de placer l'environnement au cœur des priorités nationales et du processus décisionnel.

État de l'environnement

Les preuves scientifiques établissent que les phénomènes biophysiques de notre planète sont poussés à leur extrême limite et que dans certains cas, la ligne rouge a déjà été franchie.

L'atmosphère

Parmi les neuf objectifs internationaux fixés en matière de pollution atmosphérique, des progrès ont été réalisés dans l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone et la suppression progressive du plomb dans les carburants, tandis que rien n'a été fait ou presque pour répondre à des problèmes graves tels que la pollution de l'air intérieur et le changement climatique.

Couche d'ozone

La production et l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone ont quasiment disparu, conformément aux objectifs du Protocole de Montréal.

- La mise en œuvre de ce Protocole devrait permettre de réduire de 22 millions le nombre de cas de cataracte pour les seuls États-Unis, parmi les personnes nées entre 1985 et 2100 et d'éviter 6,3 millions de cas de cancer de la peau d'ici à 2050.
- Même si la progression du « trou » dans la couche d'ozone en Antarctique a pu être enrayerée, il ne sera pas possible d'y remédier complètement avant 2050 au plus tôt.
- L'un des groupes de substances chimiques de remplacement – les hydrofluorocarbones (HFC) – doit encore être éliminé progressivement en raison de leur potentiel élevé de réchauffement climatique.

Présence de plomb dans l'essence

Presque tous les pays ont réussi à éliminer le plomb présent dans l'essence. Les économies générées par l'élimination du plomb et la réduction des risques sanitaires associés s'élèveraient à 2,45 billions de dollars par an, ce qui représente environ 4 % du PIB mondial.

Changement climatique

Si aucune transformation n'est apportée aux modèles de consommation actuels, les émissions de gaz à effets de serre pourraient doubler au cours des 50 prochaines années et provoquer une hausse de la température mondiale de 3°C ou plus d'ici à la fin du XXI^e siècle.

De plus, quatre études indépendantes ont permis de montrer que les années 2000 à 2009 ont été la décennie la plus chaude jamais enregistrée et que le taux d'émissions provenant de la combustion des carburants fossiles et de la production de ciment a atteint un niveau record en 2010.

Les conséquences économiques du changement climatique sont évaluées entre 1 et 2 % du PIB mondial par an d'ici à 2100, en cas d'augmentation de la température de 2,5°C.

Pollution de l'air

La pollution de l'air fait partie des principaux facteurs à l'origine des décès prématurés et de nombreux problèmes de santé, en particulier chez les enfants.

- La pollution de l'air intérieur par les particules en suspension est responsable de près de 2 millions de décès prématurés chaque année – dont 900 000 cas d'enfants âgés de moins de cinq ans.
- Les particules en suspension dans l'air extérieur seraient à l'origine d'environ 3,7 millions de décès chaque année.
- L'ozone troposphérique est responsable de 700 000 décès à la suite de maladies respiratoires, dont plus de 75 % sont enregistrés en Asie.
- Les pertes économiques mondiales dues à la baisse de la production agricole provoquée par la pollution de l'air s'élèveraient entre 14 et 26 milliards de dollars par an.

La biodiversité

La communauté internationale n'a pas réussi à atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire significativement l'érosion de la biodiversité d'ici à 2010.

- Environ 20 % des espèces vertébrées sont menacées.
- Le risque d'extinction des coraux augmente plus rapidement que celui de tous les autres organismes vivants, étant donné que les récifs coralliens ont reculé de 38 % depuis 1980. Cette dégradation risque de s'accélérer d'ici à 2050.
- Pour faire place aux 30 % de la surface terrestre dédiés à l'agriculture, certains habitats naturels ont été réduits de plus de 20 % depuis 1980.

Cependant, des progrès ont été accomplis en termes de réponses politiques notamment en ce qui concerne l'extension des zones protégées, l'accès aux ressources génétiques et le partage de leurs avantages. .

Accès et partage des avantages

Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages tirés des ressources génétiques – qui doit prendre effet en 2015 – reconnaît pour la première fois le droit des communautés autochtones et locales à réglementer l'accès aux connaissances traditionnelles selon leurs procédures et droits coutumiers.

Dans le domaine pharmaceutique par exemple, dix pays détiennent 90 % des brevets liés à la biodiversité marine.

Les données disponibles restent incomplètes pour certains accords, notamment le nombre et la répartition des bénéficiaires ainsi que la nature, la portée et la durabilité des avantages des ressources génétiques.

Zones protégées

Les zones protégées recouvrent près de 13 % de la surface terrestre du globe, mais seulement 1,6 % de la surface maritime, alors que les objectifs d'Aichi, adoptés il y a deux ans, prévoient l'extension de ces zones sur 17 et de 10 % respectivement de la surface d'ici à 2020.

L'insuffisance des données portant sur leur emplacement, leur envergure, leur statut légal et leur efficacité, de même que sur les questions de sécurité, perturbent les efforts de conservation entrepris. Les actions à mener en priorité concernent notamment l'allocation suffisante de ressources, les modalités de gestion claires et la définition d'indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité des zones protégées.

Réserves halieutiques

Au cours des deux dernières décennies, une dégradation sans précédent des réserves halieutiques a été enregistrée.

- Tandis que les captures de poissons ont plus que quadruplé entre le début des années 1950 et la moitié des années 1990, ce nombre s'est stabilisé ou a diminué depuis, malgré le développement croissant de la pêche.
- En 2000, les captures auraient pu être entre 7 et 36 % plus importantes si les stocks n'avaient pas été menacés. Cette situation représente une perte économique d'une valeur estimée entre 4 et 36 milliards de dollars.
- La pêche commerciale et la surpêche sont les deux principaux facteurs menaçant les réserves. Les produits de la pêche certifiés par le *Marine Stewardship Council* ne représentent que 7 % de la totalité de la pêche en 2007.

Les zones marines protégées ont prouvé de nombreuses fois leur efficacité en matière de conservation : des études récentes ont montré que les stocks de poissons sont plus importants dans ces réserves qu'aux alentours de même que par rapport aux stocks inventoriés avant la création de ces zones.

L'eau

Sur les 30 objectifs environnementaux examinés dans le domaine de l'eau, seul un – celui qui vise à renforcer l'accès à l'eau potable – a enregistré une progression.

Cependant, les progrès sont moins flagrants dans les zones rurales, en particulier en Afrique et dans la région Pacifique.

Qualité et quantité de l'eau

Malgré certaines améliorations, la mauvaise qualité de l'eau reste l'une des principales causes de problème pour la santé humaine dans le monde.

De plus, le changement climatique et la croissance de la population mondiale exercent une pression toujours plus forte sur les ressources en eau et risquent d'entraîner des pénuries dans de nombreuses régions.

- La qualité de l'eau dans certaines zones des principaux fleuves ne respecte pas les normes définies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
- On estime que plus de 600 millions de personnes n'auront pas accès à l'eau potable avant 2015 et plus de 2,5 milliards n'auront pas accès à des installations sanitaires de base.

- Alors que la rareté de l'eau s'aggrave, certaines régions sont contraintes d'avoir recours à des technologies de désalinisation très énergivores.
- D'ici à 2030, on estime que la création d'infrastructures permettant de fournir des volumes d'eau suffisants coûtera entre 9 et 11 milliards de dollars, en particulier dans les pays en développement.
- La lutte contre la pollution de l'eau devrait permettre d'économiser plus de 100 millions de dollars de dépenses de santé pour les principaux pays de l'OCDE.
- Les concentrations de nitrates devraient augmenter à cause de la pollution de l'eau provenant des engrais et de systèmes d'assainissement inappropriés, ce qui constitue une menace grave pour la santé humaine et la vie aquatique.

Alors que le niveau de pollution des eaux douces semble s'aggraver, les mécanismes fiables de surveillance sont sur le déclin dans de nombreuses régions.

Épuisement des eaux souterraines

Depuis 2000, les ressources en eaux souterraines ne cessent de se détériorer, alors que la consommation mondiale d'eau a triplé au cours des 50 dernières années.

L'agriculture est responsable de 92 % de l'empreinte sur les réserves mondiales d'eau. De plus, nombre de régions agricoles dépendent surtout des eaux souterraines, notamment dans le nord-ouest de l'Inde, le nord-est du Pakistan et de la Chine et l'ouest des États-Unis.

Gestion intégrée de l'eau

Il est nécessaire de développer et de renforcer des instruments de gestion intégrée et de surveillance pour garantir une meilleure réponse aux défis actuels et futurs liés aux réserves d'eau.

Actuellement, environ 158 des 263 bassins mondiaux d'eau douce ne bénéficient toujours pas de cadre de gestion coopérative.

Les autres obstacles qui entravent l'amélioration de la gestion de l'eau sont notamment l'insuffisance des données, l'absence de système de suivi complet et d'indicateurs de sécurité permettant d'identifier des tendances.

La pollution marine

Presqu'aucun progrès n'a été accompli dans le domaine de la prévention, de la réduction ou du contrôle de la pollution du milieu marin.

- Le nombre de zones littorales mortes a fortement augmenté ces dernières années. Sur 196 zones littorales mortes répertoriées dans le monde, seules 13 sont en cours d'amélioration tandis que 415 zones côtières sont touchées par l'eutrophisation.
- Environ 80 % de la pollution marine provient des activités terrestres.
- Une enquête menée en 2005 et 2007 a montré que les régions du Pacifique Sud-Est, Pacifique Nord, de la Mer d'Asie de l'Est et des Caraïbes présentent les plus forts taux de contamination de déchets marins, sur 12 mers analysées.
- La ratification de la convention MARPOL, signée par 150 pays, a permis de réduire la pollution provenant des navires, malgré une mise en œuvre inégale.
- La gouvernance des zones marines au-delà des eaux territoriales reste fragile et fragmentaire.

Les évènements extrêmes

Le rapport GEO-5 met l'accent sur la nécessité de prévenir et d'atténuer l'impact des évènements extrêmes, notamment les catastrophes liées au changement climatique. La canalisation des fleuves, la disparition des plaines inondables et la reconversion des terres constituent des facteurs environnementaux qui aggravent les conséquences des inondations et des sécheresses.

- Le nombre de catastrophes liées aux inondations ou à la sécheresse a augmenté de 230 % et de 38 % respectivement entre les années 1980 et 2000, tandis que le nombre de personnes exposées aux inondations est en hausse de 114 %.
- Le coût de l'adaptation des zones côtières pour répondre au changement climatique s'élèverait entre 26 et 89 milliards de dollars d'ici à 2040, en fonction de l'importance de la montée du niveau des eaux.

La terre

Certains progrès ont été accomplis pour garantir un meilleur accès à la nourriture, malgré le peu d'évolutions enregistrées dans la lutte contre la désertification et la sécheresse. Les demandes en nourriture, aliments, carburant, fibre et matières premières, qui entrent en concurrence les unes avec les autres, continuent à exercer une pression de plus en plus forte sur les terres, ce qui contribue à aggraver le niveau de déforestation.

La lutte contre la déforestation au niveau mondial a cependant enregistré quelques progrès : les pertes annuelles de zones forestières ont reculé de 16 millions d'hectares à environ 13 millions d'hectares entre 2000 et 2010. L'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes ont vu disparaître, à elles seules, plus de 7 millions d'hectares de forêts entre 2005 et 2010.

Le renforcement de la gouvernance et des compétences est indispensable pour concrétiser les potentiels en matière de systèmes et de gestion durable des terres.

Les produits chimiques et les déchets

Des progrès ont été accomplis dans le traitement des métaux lourds, des polluants organiques persistants et des déchets d'origine radioactive.

Cependant, plus de 90 % des échantillons d'eau et de poissons prélevés dans des environnements aquatiques sont contaminés par des pesticides. La pollution provenant des polluants organiques persistants (POP) est également très répandue et affecte en particulier les zones reculées comme l'Arctique et l'Antarctique.

Les nouveaux défis qui sont apparus dans ce domaine portent notamment sur l'amélioration de la gestion des déchets électriques et électroniques (les DEEE), les produits chimiques perturbateurs du système endocrinien, la prolifération du plastique dans la nature, le brûlage en plein air et la production et l'utilisation des nanomatériaux.

Perspective régionale

La partie suivante présente un aperçu d'ensemble des principaux problèmes et des exemples de bonne pratiques politiques qui, une fois adaptées et intensifiées, peuvent contribuer à la transition vers une économie verte. De plus, un résumé détaillé présentant le contenu de GEO-5 par région est également disponible.

Les régions d'Afrique, Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes font face à des problèmes communs, comme la croissance de la population et de la consommation, aggravés par une urbanisation anarchique et rapide, notamment en Afrique et Asie-Pacifique, qui exercent une pression sans cesse accrue sur des ressources naturelles déjà en baisse. Le changement climatique est un problème de nature plus transversale.

Cependant, des exemples de politiques réussies (meilleure compréhension de l'importance des forêts pour les écosystèmes au Kenya, introduction d'un système de rémunération des services liés aux écosystèmes au Vietnam, politiques limitant le niveau de déforestation en Amazonie) prouvent qu'il est possible d'améliorer la situation.

L'Europe et l'Amérique du Nord maintiennent toujours un niveau excessif de consommation, tandis que l'Amérique du Nord, en particulier, ne montre que de faibles signes de croissance dans le secteur des énergies renouvelables.

Cependant, les mesures adoptées en Europe visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, telles que les péages urbains, montrent que le changement est possible, de même que les politiques mises en œuvre en Amérique du Nord pour améliorer la flexibilité des réseaux et renforcer l'accès aux sources d'énergies renouvelables, ou encore la mise en place d'une taxe carbone au Québec et en Colombie britannique.

L'Asie occidentale affronte une pénurie en eau, une dégradation des terres et la montée du niveau des mers qui ne cessent d'empirer, mais montre l'exemple dans les domaines de la gestion des ressources en eau au Yémen, en Arabie saoudite et au Bahreïn et de la réhabilitation des pâturages en Syrie, grâce à la mise en œuvre de politiques qui peuvent être reproduites ailleurs.

Recommandations

GEO-5 met en avant des exemples de pratiques où la course au développement ne doit pas nécessairement se faire au détriment de l'environnement ou des populations qui en dépendent. Ainsi, un grand nombre de projets analysés dans cette publication prouvent qu'il est possible de stimuler le développement grâce à une meilleure compréhension de la valeur des ressources naturelles.

Il est indispensable d'établir une nouvelle définition de la richesse, au-delà du seul produit intérieur brut, ainsi qu'un système de mesure prenant en compte des facteurs de durabilité, qui permettrait de renforcer la qualité de vie et le bien-être de toutes les communautés, notamment dans les pays en développement.

Ce rapport formule les recommandations particulières suivantes :

- Il est indispensable de recueillir des données plus fiables permettant une prise de décision éclairée sur les ressources environnementales et de mesurer les progrès accomplis à l'égard des objectifs fixés au niveau international
- Il faut définir des objectifs de développement et environnementaux clairs sur le long terme et renforcer le niveau de responsabilité vis-à-vis des accords internationaux
- Il est nécessaire de renforcer le développement des capacités permettant de fournir des informations de nature environnementale, en particulier dans les pays en développement
- Des changements sont indispensables à la fois sur le court et le long terme, qui combinent la technologie, l'investissement et des mesures de gouvernance, de même que l'évolution des modes de vie, basée sur un changement des mentalités et la valorisation des valeurs de durabilité et d'équité.
- Cette transformation exige un processus de transition progressif et régulier. Certaines politiques innovantes ont déjà porté leurs fruits mais doivent encore être généralisées.

- La coopération internationale est essentielle, étant donné que les problèmes environnementaux ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Les mesures d'envergure mondiale jouent un rôle crucial pour fixer des objectifs, lever des fonds et faciliter le partage des bonnes pratiques
- Même si certaines réponses au niveau national et régional ont été positives, une approche multipolaire de la gouvernance est nécessaire pour obtenir des résultats effectifs, efficaces et équitables.
- L'amélioration du bien-être humain dépend de la capacité de chaque individu, institution, pays et de la communauté internationale à réagir au changement climatique
- La Conférence de Rio+20 fournit l'occasion d'évaluer les réalisations et les échecs, ainsi que d'encourager la mise en œuvre de mesures mondiales vers le changement.

Note au lecteur :

- **L'Avenir de l'environnement mondial (GEO-5)** fait autorité en termes d'évaluation de la situation, des tendances et de l'avenir de l'environnement mondial. La préparation de ce rapport a duré plus de trois ans et a impliqué la participation de plus de six cents experts dans le monde entier. Il a nécessité la collecte et le traitement de données provenant de tous les continents afin d'établir un tableau précis de l'état du bien-être dans le monde.

Le rapport complet peut être téléchargé à l'adresse suivante :

http://www.unep.org/geo/pdfs/geo5/GEO5_report_full_en.pdf

- **Résumés de GEO-5 par région à l'intention des journalistes (et langues disponibles) :**

Résumé pour l'Afrique (En, Fr, Pr)

Résumé pour l'Asie-Pacifique (En, Ch)

Résumé pour l'Amérique du Nord (En, Sp)

Résumé pour l'Amérique latine et Caraïbes (En, Pr, Sp)

Résumé pour l'Asie occidentale (En, Ar, Fr)

Résumé pour l'Europe (En, Fr, Sp, Pr, Ru)

- Le rapport complémentaire, **Mesurer les progrès : objectifs et lacunes dans le domaine environnemental** – passe en revue et illustre les progrès réalisés dans le monde en vue d'atteindre les objectifs environnementaux internationaux pour une sélection de problèmes cruciaux et met en lumière les lacunes existantes en matière d'évaluation des progrès accomplis, notamment l'absence de cibles claires quantifiées et le manque flagrant de données dans de nombreux domaines :

http://www.unep.org/geo/pdfs/geo5/Measuring_progress.pdf

- **Suivre les mutations de notre environnement: de Rio à Rio+20** – présente une compilation de faits et de chiffres permettant d'établir un suivi des mutations environnementales qui se sont multipliées sur la planète au cours des 20 dernières années :

http://www.unep.org/GEO/pdfs/Keeping_Track.pdf

Pour plus d'informations, veuillez contacter les personnes suivantes :

Au Brésil :

Nick Nuttall, Directeur par intérim et porte-parole de la Division de la communication et de l'information du PNUE, Tél. : +41 795 965 737 ou +254 733 632 755, e-mail : nick.nuttall@unep.org

Ou Amanda Talamonte, Bureau du PNUE au Brésil, Tél. : +55 61 3038 9237, e-mail : comunicacao@pnuma.org

Au Siège du PNUE, à Nairobi :

Shereen Zorba, Chef du service d'informations du PNUE Tél. : 254 788 526 000, e-mail : shereen.zorba@unep.org

w w w . u n e p . o r g / g e o